

LES COMPTES REGIONAUX DE 2012 PRODUIT INTERIEUR BRUT ET DEPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MENAGES

Le Haut-commissariat au Plan (HCP) a procédé, conformément aux normes internationales de comptabilité nationale, à l'élaboration des comptes régionaux pour l'année 2012. Ces comptes présentent le Produit Intérieur Brut par région et par groupe de branches d'activité ainsi que les dépenses de consommation finale des ménages par région.

Produit intérieur brut (PIB)

Structure du PIB selon les régions

La structure de la contribution des régions à la formation du PIB montre une concentration de la création de la richesse. En effet, le quart des régions crée près de la moitié du PIB et la moitié des régions crée plus de trois quart du PIB.

Les quatre régions qui créent près de la moitié de la richesse nationale (49,5 % du PIB en valeur) sont la région du Grand Casablanca (20,7% du PIB), de Rabat-Salé-Zemmour-Zaer (12,2%), de Marrakech-Tensift-Al-Haouz (8,4%), et de Chaouia-Ouardigha (8,2%).

Quatre autres régions participent pour un peu plus du quart (27%) du PIB. Il s'agit de Tanger-Tétouan (7,9%), de Souss-Massa-Darââ (7,5%), Doukala-Abda (6,1%) et Meknès-Tafilalet (5,5%).

Les régions restantes contribuent pour 23,3% du PIB. Il s'agit de l'Oriental (4,8%), les trois régions du sud (4,4%), Fès-Boulemane (4,2%), Gharb-Chrarda-Béni Hssen (4,1%), Taza-Al Hoceima-Taounate (3,0%) et Tadla-Azilal (2,7%).

Structure des activités économiques par région

Les comptes régionaux de 2012 confirment la prédominance des activités primaires (agriculture et pêche) dans trois régions. Il s'agit du Gharb-Chrarda-Béni Hssen (30,6% du PIB régional), de Taza-Al Hoceima-Taounate (30,2%) et de Tadla-Azilal (29,4%). Les activités secondaires (Industrie, mines, distribution d'électricité et d'eau et bâtiment et travaux publics) sont, quant à elles, bien représentées dans les régions de Chaouia-Ouardigha (54,4% du PIB), de Doukala-Abda (41,2%) et du Grand Casablanca (36%).

De leur côté, les activités tertiaires (services marchands et non marchands) sont largement dominantes dans les régions de Rabat-Salé-Zemmour-Zaer (71,7% du PIB régional), des trois régions du Sud (60,2%), du Grand Casablanca (55,4%) et de Fès-Boulemane (54,5%).

PIB par habitant et par région

Trois autres régions présentent un PIB par habitant supérieur à la moyenne nationale (25386 DH). Il s'agit de la région de Chaouia-Ouardigha avec 39 107 DH, de Rabat-Salé-Zemmour-Zaer avec 38 124 DH et des trois régions du sud avec 35 770 DH. Pour les régions restantes, le PIB par habitant s'est situé entre 13 367 DH, enregistré dans la région de Taza-Al Hoceima-Taounate et 24 234 DH, enregistré dans la région de Doukala-Abda.

Dépenses de consommation finale selon les régions

Les contributions des différentes régions aux dépenses de consommation finale des ménages (DCFM) présentent une structure similaire à celle de leurs participations à la création de la richesse nationale.

En effet, les cinq régions qui créent 56,7% du PIB participent pour 56,1% aux DCFM. Il s'agit du Grand Casablanca (14,3%), suivi de Tanger-Tétouan (11,8%), de Rabat-Salé-Zemmour-Zaer (11%), de Marrakech-Tensift-Al-Haouz (10,3%) et de Souss-Massa-Darââ (8,7%). Les autres régions ont des contributions comprises entre 3,6% pour la région de Tadla-Azilal et 6,4% pour la région de l'Oriental. Les autres régions ont des contributions comprises entre 3,6% pour la région de Tadla-Azilal et 6,4% pour la région de l'Oriental.

PIB et dépenses de consommation finale des ménages par région

REGIONS	PIB (en millions de DH)	PIB structure (%)	PIB par tête	DCFM (en millions de DH)	DCFM structure (%)
1,2 et 3 Sud	36 797	4,4	35 770	19 026	3,8
4 Souss - Massa - Darââ	61 676	7,5	17 427	43 222	8,7
5 Gharb - Chrarda - Béni Hssen	33 874	4,1	18 778	21 336	4,3
6 Chaouia - Ouardigha	68 148	8,2	39 107	23 537	4,7
7 Marrakech - Tensift - Al Haouz	69 192	8,4	20 666	50 821	10,3
8 Oriental	39 829	4,8	19 759	31 923	6,4
9 Grand Casablanca	171 404	20,7	43 375	70 971	14,3
10 Rabat - Salé - Zemmour - Zaer	101 216	12,2	38 124	54 343	11,0
11 Doukala - Abda	50 631	6,1	24 234	24 334	4,9
12 Tadla - Azilal	22 603	2,7	14 910	17 688	3,6
13 Meknès - Tafilalet	45 557	5,5	20 389	30 362	6,1
14 Fès - Boulemane	34 450	4,2	19 480	27 439	5,5
15 Taza - Al Hoceima - Taounate	25 040	3,0	13 367	22 173	4,5
16 Tanger - Tétouan	65 718	7,9	21 682	58 480	11,8
Enceintes extra-territoriales	1 363	0,2			
Total	827 497	100	25 386	495 657	100

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat
Tél. : 05 37 27 29 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : statguichet@statistic.gov.ma
www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur



NOTRE MONDE EST CAPITAL

Sommaire

Prix.....	1
Indicateurs économiques et financiers.....	2
Comptes nationaux trimestriels.....	3
Les comptes régionaux de 2012.....	4



HAUT - COMMISSARIAT AU PLAN

Repères statistiques

Septembre-Octobre 2014 N° 204

BULLETIN MENSUEL

PRIX

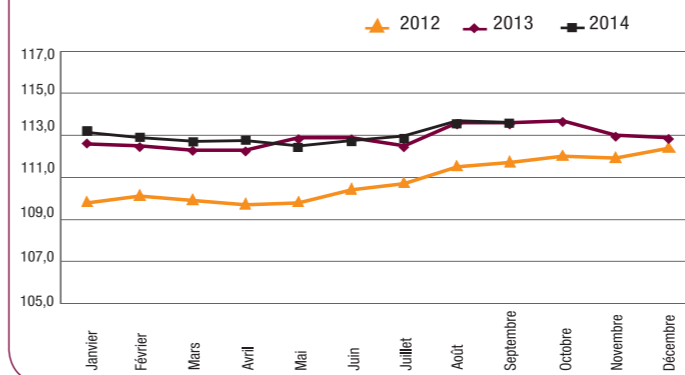
Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois de septembre 2014, une hausse de 0,1% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la hausse de 0,5% de l'indice des produits non alimentaires et de la baisse de 0,3% de l'indice des produits alimentaires.

Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 0,1% au cours du mois de septembre 2014. Le taux d'accroissement de l'indice moyen des neuf premiers mois de 2014, par rapport à celui de la même période de 2013, s'établit à +0,2%.

Evolution mensuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC)



DIVISION DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES DES NEUF PREMIERS MOIS		
	AOÛT 2014	SEPT. 2014	VAR. %	2013	2014	VAR. %
Produits alimentaires	119,7	119,4	-0,3	121,3	119,5	-1,5
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	119,9	119,6	-0,3	121,7	119,7	-1,6
Boissons alcoolisées et tabac	116,3	116,3	0,0	113,9	116,3	2,1
Produits non alimentaires	109,2	109,7	0,5	106,8	108,4	1,5
Articles d'habillement et chaussures	112,3	112,4	0,1	109,4	111,9	2,3
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	111,0	111,8	0,7	106,3	108,3	1,9
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	108,5	108,5	0,0	107,4	108,2	0,7
Santé	103,7	103,7	0,0	104,6	104,7	0,1
Transport	113,4	113,5	0,1	109,6	112,7	2,8
Communication	59,5	59,5	0,0	63,3	59,5	-6,0
Loisirs et culture	96,3	96,3	0,0	97,3	96,4	-0,9
Enseignement	134,2	138,1	2,9	130,1	134,6	3,5
Restaurants et hôtels	120,0	120,3	0,3	116,3	119,5	2,8
Biens et services divers	113,4	113,4	0,0	111,9	113,3	1,3
Indice général	113,6	113,7	0,1	112,8	113,0	0,2

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Evolution de l'IPC par ville

VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES DES NEUF PREMIERS MOIS		
	AOÛT 2014	SEPT. 2014	VAR. %	2013	2014	VAR. %
Agadir	112,5	112,6	0,1	112,0	111,8	-0,2
Casablanca	115,9	115,9	0,0	114,8	115,0	0,2
Fès	114,2	115,4	1,1	112,9	114,0	1,0
Kénitra	113,2	113,6	0,4	112,3	112,5	0,2
Marrakech	114,0	114,4	0,4	112,8	113,5	0,6
Oujda	112,0	112,1	0,1	112,2	112,4	0,2
Rabat	111,5	111,5	0,0	110,3	111,0	0,6
Tétouan	112,5	112,8	0,3	111,9	112,0	0,1
Meknès	115,5	115,6	0,1	114,8	114,7	-0,1
Tanger	115,3	115,6	0,3	114,6	114,7	0,1
Laâyoune	112,8	113,3	0,4	112,5	112,4	-0,1
Dakhla	112,8	113,6	0,7	111,9	112,0	0,1
Guelmim	112,2	112,8	0,5	112,4	112,1	-0,3
Settat	112,2	111,9	-0,3	112,9	112,2	-0,6
Safi	109,0	109,2	0,2	108,1	108,5	0,4
Beni-Mellal	111,6	112,4	0,7	111,7	111,5	-0,2
Al-Hoceima	115,6	113,6	-1,7	114,5	113,7	-0,7
Ensemble	113,6	113,7	0,1	112,8	113,0	0,2

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

À la cours du mois de septembre de l'année 2014, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, des hausses les plus importantes à Fès avec 1,1%, à Dakhla et Beni-Mellal avec 0,7%, à Guelmim avec 0,5% et à Kénitra, Marrakech et Laâyoune avec 0,4%. En revanche, des baisses ont été enregistrées à Al-Hoceima avec 1,7% et à Settat avec 0,3%.

Evolution des variations interannuelles de 2012 à 2014

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	SEPTEMBRE/SEPTEMBRE (1)	LES NEUF PREMIERS MOIS (2)
2012	1,2	1,1
2013	1,7	2,2
2014	0,1	0,2

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.

(2) Variation de l'indice moyen des neuf premiers mois par rapport à celui de la même période de l'année précédente.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	Situation de janvier à Août		
	2013	2014	Var.%
Pêche Maritime			
Produits commercialisés de la Pêche Côtière et Artisanale			
Poids en tonne	758 847	759 817	0,1
Valeur en KDh	3 598 679	3 866 164	7,4

Source : Office National des Pêches.

	Situation de janvier à Août		
	2013	2014*	Var.%
Energie			
Production nette d'électricité (GWh)	17 500
Pétrole mis en œuvre (milliers de tonnes)	4 549	4 698	3,3
Bâtiment			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	9 838	9 349	-5,0

Sources : ONEE, SAMIR et Association Professionnelle des Cimentiers du Maroc.

Echanges extérieurs

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à Août		
	2013*	2014*	Var.%
Commerce Extérieur (FAB)			
Exportations	187 439	201 492	7,5
Biens	101 371	110 316	8,8
Services	86 068	91 176	5,9
dont : voyages	38 862	40 145	3,3
Importations	276 915	278 626	0,6
Biens	227 779	231 483	1,6
Services	49 136	47 143	-4,1
Solde commercial	-89 476	-77 134	
Taux de couverture (en %)	67,7	72,3	
Recettes M.R.E.	39 562	39 542	-0,1

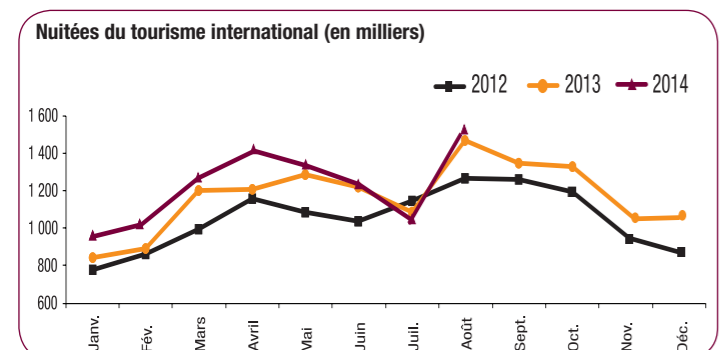
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation de janvier à Août		
	2013	2014*	Var.%
Nuitées globales dans les hôtels classés (en milliers)	12 778	13 522	5,8
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	9 220	9 829	6,6

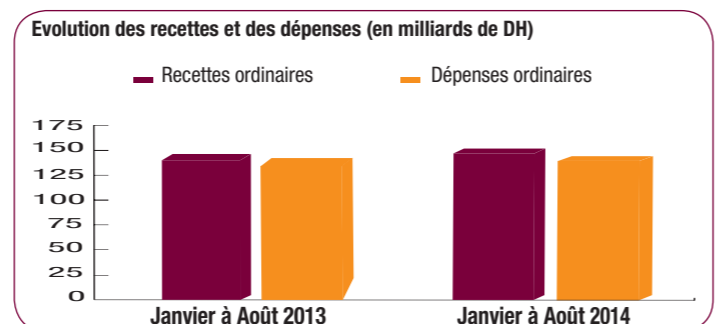
Source : Ministère du Tourisme.



Finances publiques

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à Août		
	2013 ^a	2014*	Var.%
Recettes ordinaires	146 205	153 794	5,2
Dépenses ordinaires	143 441	144 815	1,0
Dettes publiques	15 831	17 058	7,8
Investissement	28 532	33 466	17,3
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor	-16 382	-15 976	
Déficit / Excédent global	-42 150	-40 463	

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

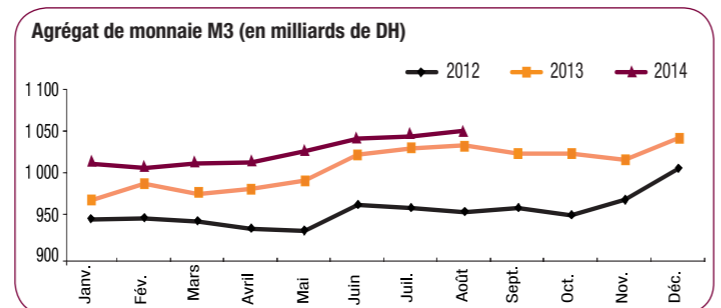


Monnaie

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à Août		
	2013 ^a	2014*	Var.%
Agrégat de monnaie M3	1 012 717	1 052 564	3,9
Agrégats de placements liquides	383 471	448 772	17,0
Contreparties de la monnaie M3⁽¹⁾	1 012 717	1 052 564	3,9
Créances sur l'économie	831 822	867 378	4,3
Créances nettes sur l'administration centrale	149 475	138 322	-7,5
Réserves Internationales Nettes	150 244	175 595	16,9
Ressources à caractère non monétaire	156 635	156 945	0,2
Autres contreparties de M3	37 812	28 214	-25,4

(1) : Total des contreparties = Réserves Internationales Nettes + Créances nettes sur l'AC + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire + Autres contreparties de M3

Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation au mois de Août		
	2013 ^a	2014*	Var.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	1 159	3 538	205,3
Capitalisation boursière (en millions de DH)	406 803	469 544	15,4
Indice MASI	8 413,72	9 544,69	13,4
Indice MADEX	6 831,20	7 802,72	14,2
O.P.C.V.M.	1 Aoûr 2014	29 Aoûr 2014	Var.%
Nombre	375	375	0,0
Actifs nets (en millions de DH)	274 457	276 222	0,6

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

* : Données provisoires

R : Données rectifiées

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS

Deuxième trimestre 2014

Selon les comptes nationaux du deuxième trimestre 2014, l'économie nationale, a été marquée par une baisse de son rythme de croissance qui s'est située à 2,3% au lieu de 5% durant la même période de l'année 2013. Cette évolution est le résultat d'une baisse de l'activité agricole et du rythme d'accroissement modéré des activités non agricoles.

En effet, la valeur ajoutée du secteur primaire en volume, corrigée des variations saisonnières, a enregistré un fléchissement de 2% durant le deuxième trimestre de 2014 après la forte croissance de 19,8% durant le deuxième trimestre de l'année 2013. Cette évolution s'explique par une baisse de l'activité de l'agriculture de 2,6% au lieu d'une hausse de 20,2% une année auparavant et par une moindre augmentation de celle de la pêche à 7,1% au lieu de 15%.

la valeur ajoutée du secteur secondaire, en revanche, a réalisé une augmentation de 2,1% au lieu de 0,5% durant le deuxième trimestre de l'année précédente. Cette amélioration est le résultat de l'accroissement de l'industrie d'extraction de 6,8% au lieu de 1,7%, de l'électricité et eau de 5% au lieu d'une baisse de 1,1%, des industries de transformation de 1,3% au lieu de 1,1% et du bâtiment et travaux publics de 0,2% au lieu d'une baisse de 1,3%.

Le secteur tertiaire, de son côté, a continué à marquer le même taux de progression de 3,5%, affiché l'année passée, avec une croissance positive de toutes ses composantes passant pour :

- les postes et télécommunications à 7% au lieu de 3,2% ;
- le transport à 5,6% au lieu de 3% ;
- les services de l'éducation, de la santé et de l'action sociale à 5,1% au lieu de 4,3% ;
- hôtels et restaurants à 3,9% au lieu de 6,2% ;
- les services rendus aux ménages et aux entreprises à 2,9% au lieu de 2,1% ;
- les services rendus par l'Administration Publique générale et sécurité sociale à 2,2% au lieu de 6% ;
- le commerce à 1,7% au lieu de 1,6% ;
- les services financiers et assurances à 1,3% au lieu d'une baisse de 0,5%.

Aux prix courants, le Produit Intérieur Brut (PIB) s'est accru de 3,2% durant le deuxième trimestre 2014 au lieu de 6,6% une année auparavant, soit une hausse du niveau général des prix de 0,9%.

Au niveau des emplois du PIB, la demande intérieure s'est accrue de 1,7% au deuxième trimestre 2014 au lieu de 2,1% la même période de l'année 2013, avec une contribution à la croissance de 0,4 point au lieu de 1,9 point. Dans ce cadre, les dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues de 2,7% au lieu de 3,2% et la consommation finale des Administrations Publiques a enregistré une hausse de 2,9% au lieu de 3,9%. L'investissement brut (formation brute de capital fixe et variations de stocks), en revanche, a connu une baisse de 0,7 au lieu de 0,9% la même période de l'année passée, avec une contribution négative à la croissance de 1,7 point au lieu de 0,8 point.

Les échanges de biens et services, de leur côté, ont affiché une hausse des exportations de 10,2% au lieu de 1,8% durant le deuxième trimestre de l'année 2013, et un accroissement des importations de 3,1% après la baisse de 4,8%. Leur contribution à la croissance demeure positive, mais en ralentissement, passant de 3,2 points en 2013 à 1,9 point en 2014.

Le revenu national brut disponible a connu une progression de 5,9% au lieu de 7% durant le deuxième trimestre de l'année 2013 et l'épargne nationale a augmenté à 28,6% du PIB au lieu de 25,8%.

Emplois de biens et services aux prix de l'année précédente chaînés base 1998 (en glissement annuel)

	2 ^{ème} trim. 2013	2 ^{ème} trim. 2014
Dépenses de consommation finale des ménages	3,2	2,7
Dépenses de consommation finale des Administrations publiques	3,9	2,9
Formation brute de capital	-0,9	-0,7
Exportations de biens et services	1,8	10,2
Importations de biens et services	-4,8	3,1

Revenu national brut disponible et épargne nationale brute aux prix courants (CVS)

	(en millions de DHS)		
	2 ^{ème} trim. 2013	2 ^{ème} trim. 2014	Glissement annuel en %
Produit intérieur brut	218 590	225 545	3,2
Revenu national brut disponible	227 401	240 755	5,9
Épargne nationale brute	56 293	64 410	14,4

Valeurs ajoutées (cvs) aux prix de l'année précédente chaînés base 1998 par branche d'activité (en glissement annuel)

Secteur/Branche	2 ^{ème} trimestre 2013	2 ^{ème} trimestre 2014
Secteur agricole	20,2	-2,6
Secteur non agricole	2,6	3,1
Pêche	15,0	7,1
Industrie d'extraction	1,7	6,8
Industries de transformation	1,1	1,3
Electricité et eau	-1,1	5,0
Bâtiment et travaux publics	-1,3	0,2
Commerce	1,6	1,7
Hôtels et restaurants	6,2	3,9
Transports	3,0	5,6
Postes et télécommunications	3,2	7,0
Activités financières et assurances	-0,5	1,3
Services rendus aux entreprises et services personnels	2,1	2,9
Administration publique générale et sécurité sociale	6,0	2,2
Education, santé et action sociale	4,3	5,1
Branche fictive	-2,2	-0,7
Impôts sur les produits nets des subventions	6,4	3,7
Produit intérieur brut en volume	5,0	2,3
PIB hors agriculture	2,9	3,1

CVS : corrigées des variations saisonnières

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Comptabilité Nationale).

Evolution du PIB et ses emplois (en %)

